Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

COMMUNE DE Cabannes
volat fama per orbem

RAPPORT
SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES
2019

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

PREAMBULE - Obligations et objectifs du Débat d'Orientations Budgétaires (DOB)

Posé par l'article L2312-1 du CGCT, le DOB est défini comme suit :
« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. ».

Une délibération sur le budget non précédée de ce débat serait entachée d'illégalité et pourrait entrainer l'annulation de ce budget. Ce débat doit avoir lieu dans les deux mois maximums précédant l'examen du budget primitif et ne peut pas être organisé au cours de la même séance que l'examen de ce budget. Conformément à l'article L2121-12 du CGCT, une note explicative détaillée (éléments d'analyse et d'informations sur les principaux investissements projetés, le niveau d'endettement et son évolution, évolution de la fiscalité locale…) doit être adressée aux Conseillers Municipaux au moins 5 jours francs avant la réunion de l'assemblée délibérante.
Le débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel ; sa teneur doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante :

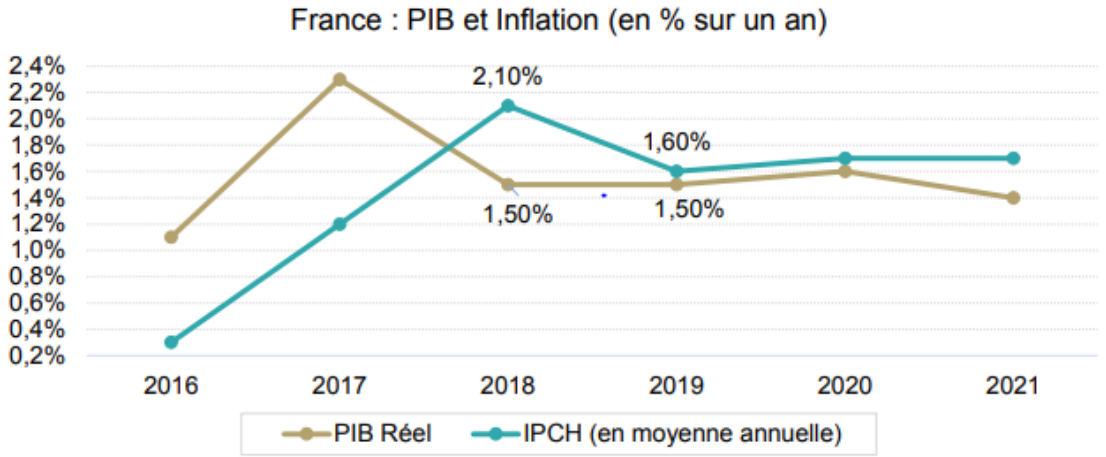
- De discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif,
- De s'exprimer sur la stratégie financière de la collectivité,
- D'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

PARTIE I – LES ELEMENTS DE CONTEXTE

L'ENVIRONNEMENT MACRO-ECONOMIQUE

Après un pic à 2,30% en 2017, la croissance française est attendue à chuter à 1,50% (en moyenne annuelle) pour l'année 2018, soit une baisse de 0,8 points selon les prévisions Banque de France du mois de décembre 2018. Ce ralentissement est principalement lié à un ralentissement de l'investissement dont la progression a diminué de 1,6 points en passant de 4,7% à 3,1%. Cependant, malgré un certain ralentissement de sa dynamique, la croissance de l'économie française reste supérieure aux estimations de croissance potentielle de la Banque de France qui s'élevaient à 1,3% pour 2018, soit 20 points de base de moins. Toujours selon les estimations de la Banque de France, le taux de croissance de l'économie française devrait continuer de baisser au cours des années à venir pour atteindre un niveau de 1,4% au cours de l'année 2021. L'année 2018 a également été marquée par de fortes tensions sur les prix de l'énergie sur la période août-octobre, le prix du Brent (principale référence du prix du pétrole) ayant atteint un maximum de 86 dollars, plus haut historique depuis 2014. Cette flambée des prix du pétrole s'est alors traduite par une forte inflation importée pour la France. En effet, l'inflation totale atteindrait 2,1% pour l'année 2018 (contre 1,2% en 2017), ce qui n'a pas eu d'effet vertueux pour la croissance du pays dont l'inflation sous-jacente (retraitée des prix de l'énergie et de l'alimentation) reste sous le seuil des 1%.



Source : Banque de France

En zone euro, la croissance s'élèverait à 1,9% pour 2018 selon les estimations de la Banque centrale européenne (BCE) en date du mois de décembre, en baisse de 0,1 point en comparaison aux estimations du mois de septembre. Cette diminution s'explique principalement par un troisième trimestre moins dynamique que le premier, avec un ralentissement observé sur le marché de l'automobile. La croissance devrait continuer de diminuer au cours des années à venir, pour atteindre un niveau de 1,5% à horizon 2021 selon les dernières prévisions. L'inflation devrait elle aussi ralentir en atteignant 1,4% en fin d'année 2019, après avoir culminé à près de 2,1% au troisième trimestre 2018, tirée à la hausse par les prix de l'énergie.

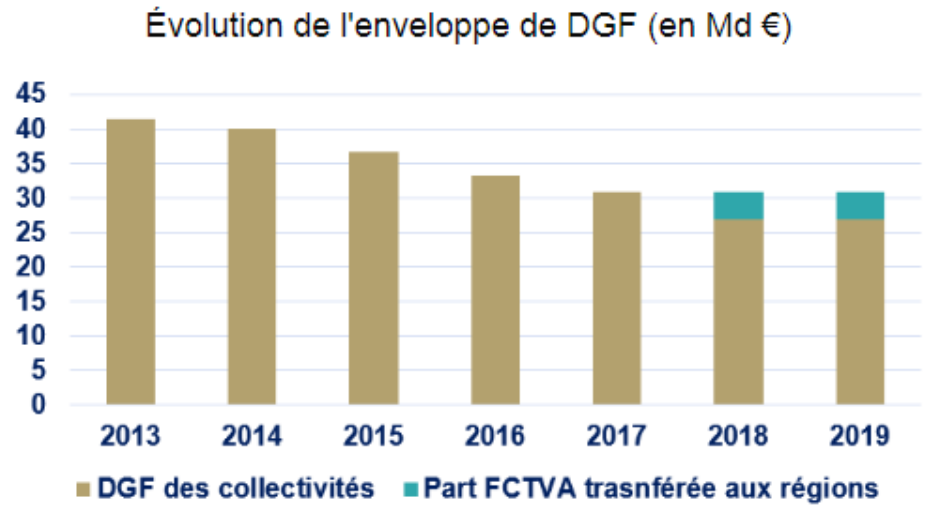
Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

UNE POURSUITE DE LA REFORME DE LA TAXE D'HABITATION AVEC LA SUPPRESSION DE LA 2EME TRANCHE

Conformément au calendrier adopté dans le cadre de la Loi de Finances initiale pour 2018, une deuxième tranche de la taxe d'habitation sera supprimée en 2019 pour redonner du pouvoir d'achat à 80 % des contribuables assujettis. Ainsi, après une première baisse de 30% en 2018, le taux de dégrèvement sera porté à 65% en 2019 jusqu'à la suppression de cette taxe en 2020 pour les contribuables éligibles. La mise en place de cette seconde tranche de dégrèvement s'accompagne du versement d'une compensation intégrale par l'Etat des recettes fiscales au bloc communal (communes et EPCI à fiscalité propre). A noter, si l'évolution des valeurs locatives est prise en compte au fil des années pour le calcul du dégrèvement (et donc de la compensation de l'Etat versée aux collectivités), les taux et abattements appliqués pour le calcul de la TH restent ceux de 2017. De ce fait, si le taux global d'imposition augmente entre 2017 et 2020, et /ou le montant des abattements diminue sur la même période, le montant du dégrèvement demeure celui calculé à partir des éléments 2017. Par conséquent, la différence de produits fiscaux qui résulterait d'une décision politique visant à augmenter le taux d'imposition et/ou diminuer les abattements est à la charge des contribuables, y compris les contribuables dégrevés.
La question de la suppression totale de la taxe d'habitation à tous les contribuables doit être versée au débat national.

LA CONTRIBUTION AU REDRESSEMENT DES COMPTES PUBLICS

Loi de Finances 2019 a pu être qualifiée de Loi de Finances de « transition » entre une année 2018 aux multiples nouveautés (réforme de la TH et mise en place de la contractualisation notamment) et une année 2020 qui permettra de faire un premier bilan de la contractualisation entre l'Etat et plus de 300 collectivités gérant plus de 60 millions de budget chacune et ne devant pas dépasser le taux cible 1.2% de croissance par an de leur dépense de fonctionnement.
En 2019 et pour la 2ème année consécutive, le volume de dotation de fonctionnement versé par l'Etat aux collectivités locales ne sera pas en baisse. Cependant, cette stabilité est un jeu de vase communicant entre les communes et les intercommunalités. En effet, si les volume est reconduit, la répartition à l'intérieur de l'enveloppe change. Le projet de loi de finances prévoit une augmentation de l'enveloppe de Dotation de Solidarité Urbaine et de l'enveloppe de Solidarité Rurale, pour un montant global de 180 M€. Cette augmentation des dotations de péréquation doit obligatoirement être compensée par une baisse afin de ne pas augmenter les transferts de l'État vers les collectivités. Ce montant est alors directement prélevé en partie sur la dotation forfaitaire des communes et sur la dotation de compensation part salaire des EPCI.



Sources: LFI 2013 à 2018 et PLF 2019

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

PARTIE II – LES DONNEES FINANCIERES DE LA COMMUNE

Les données financières de clôture de l'année 2018 :
(Données établies avant transmission du Compte de Gestion)

	Investissement en €	Fonctionnement en €	TOTAL en €
Dépenses	2 213 463.21	4 621 955.89	**6 835 419.10**
Recettes	1 406 392.51	5 455 151.95	**6 861 544.46**
Résultats exercice 2018	- 807 070.70	833 196.06	**26 125.36**
Résultats exercice 2017 *(avec résultat SITS : 7 432.45 €)*	817 367.60	1 061 078.40	**1 878 446.00**
Résultats cumulés Fin 2018	**10 296.90**	**1 894 274.46**	**1 904 571.36**

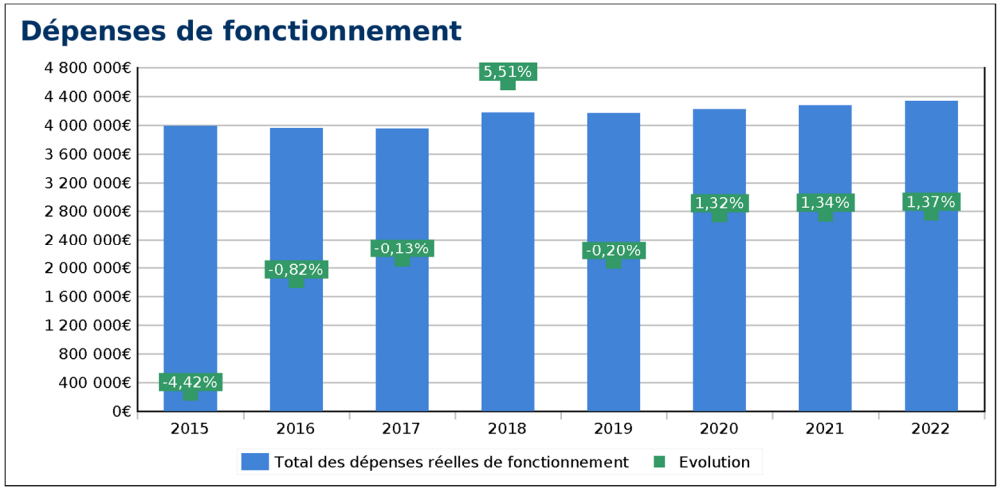
Les chiffres sont présentés en mouvements d'Ordre et Réels, hors Restes à Réaliser, avant l'affectation du résultat des années 2017 et 2018 au compte de réserves 1068 (349 145.51 € en 2018)

Les résultats cumulés sont la résultante d'une part, de choix de gestion tels que le pilotage serré des dépenses de fonctionnement instauré depuis plusieurs années ainsi que les cessions foncières de patrimoine communal principalement de 2017 et **d'autre part, de nouvelles ressources de fonctionnement externes** à la commune en 2018 telles que la Dotation de Solidarité Communautaire ; il est à noter également une augmentation favorable de la Taxe additionnelle aux droits de mutation.

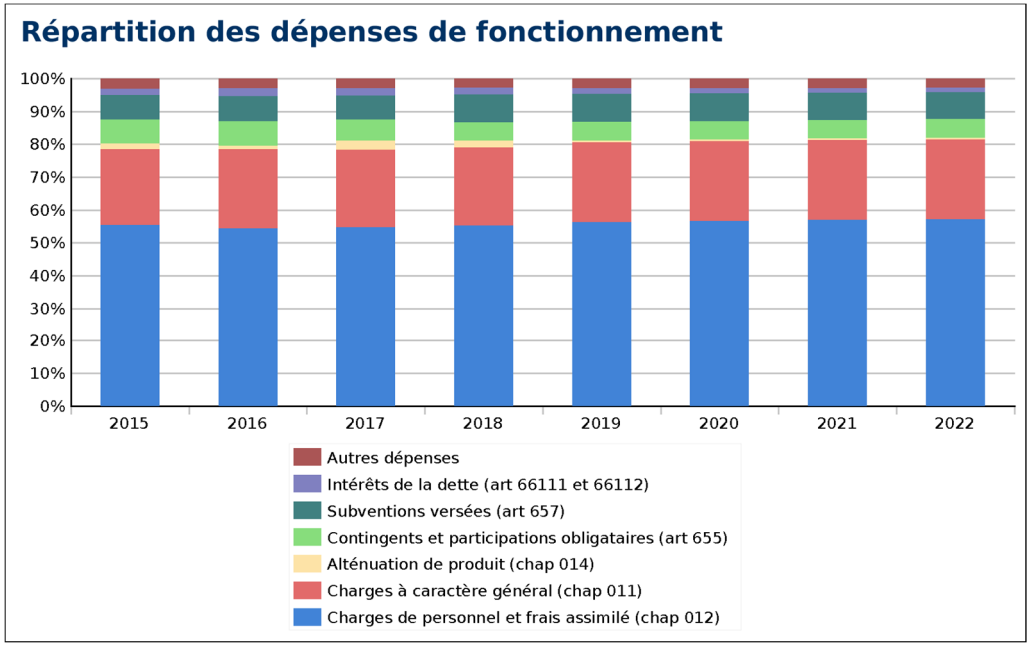
Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

I - LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

L'EVOLUTION et la **REPARTITION** des dépenses sur la période 2015-2022, réalisée et projetée :



Les dépenses de fonctionnement sont constituées en grande partie de charges indispensables sur lesquelles la Mairie ne dispose que de faibles marges de manœuvre. Il s'agit en grande partie des charges de personnel, des charges à caractère général, des contingents, des subventions et enfin du remboursement des intérêts de la dette.

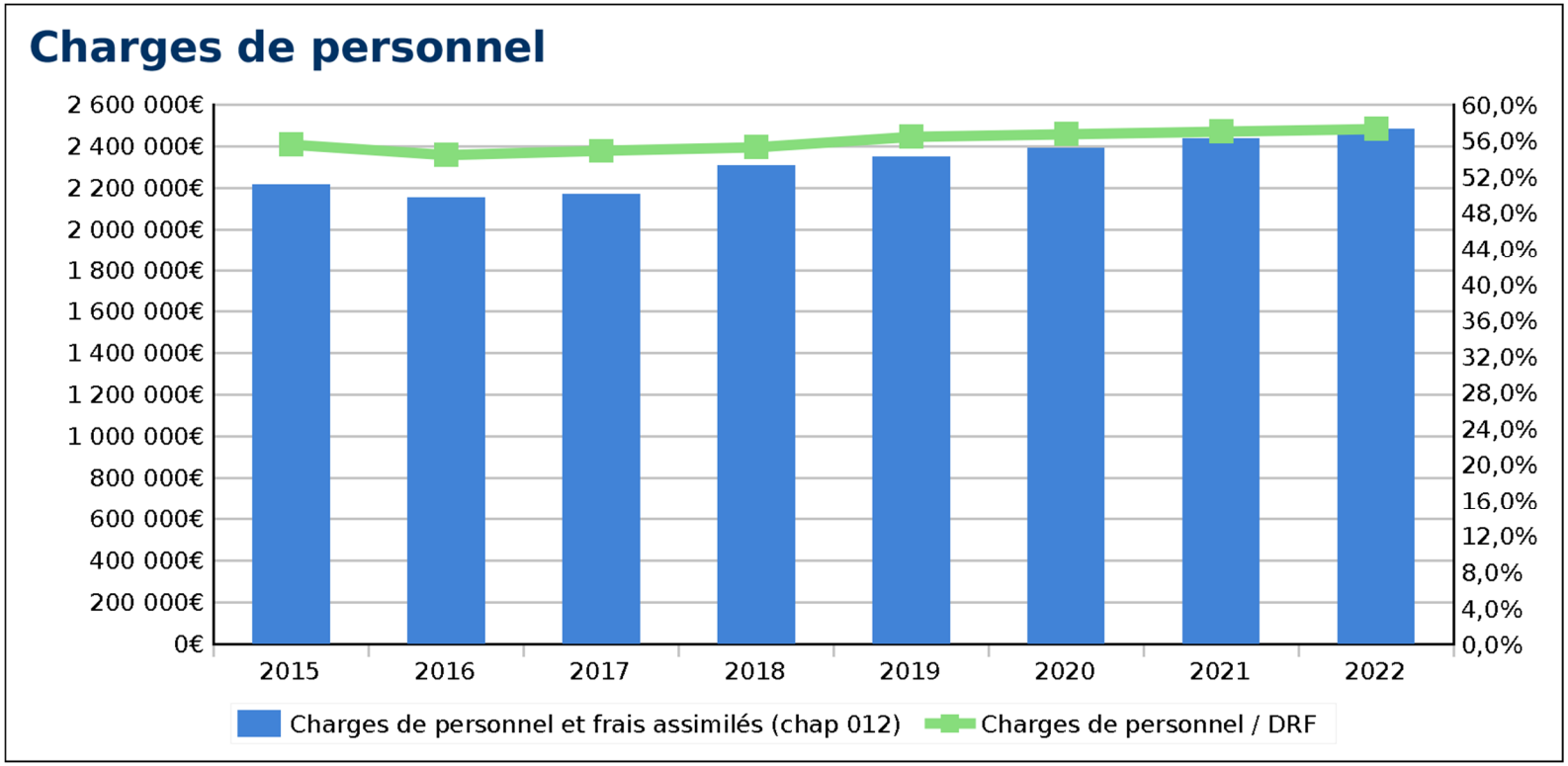


Le ratio de rigidité structurelle permet de mesurer le poids des charges de fonctionnement les plus rigides et difficilement compressibles par rapport aux produits de fonctionnement réels, et donc la marge de manœuvre dont dispose la commune pour réduire ses charges :
(Charges de personnel + contingents et participations obligatoires + intérêts dette) / Produits de fonctionnement ; il est estimé à **51.33 % pour 2019**, il était de 49.26 % en 2018.
Ce dernier ratio est établi en prenant en compte les cessions foncières qui constituent pourtant une ressource exceptionnelle.

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

A - Les charges de personnel

En milliers d'€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Charges de personnel et frais assimilés	2 215	2 151	2 167	2 305	2 348	2 391	2 436	2 480
Evolution n-1		*- 2.7%*	*0.7%*	*6.4%*	*1.8%*	*1.8%*	*1.8%*	*1.8%*



Les frais de personnel et assimilés représentent le 1er poste des charges de fonctionnement de la commune.
Jusqu'en 2016, ce poste a connu une baisse liée à des départs d'agents qui n'ont pas été remplacés.
Ce poste reste maîtrisé en 2017 puis connait une évolution à la hausse sous l'effet notamment du Glissement Vieillesse Technicité induit par l'avancement de la carrière de chaque agent et aussi par la mise en place de nouveaux services tels que la Médiathèque, l'entretien de la crèche et l'Accueil Jeunes.
Il est à noter que le dispositif de valorisation des carrières dénommé « Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations », suspendu pour l'année 2018, a repris en 2019.

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

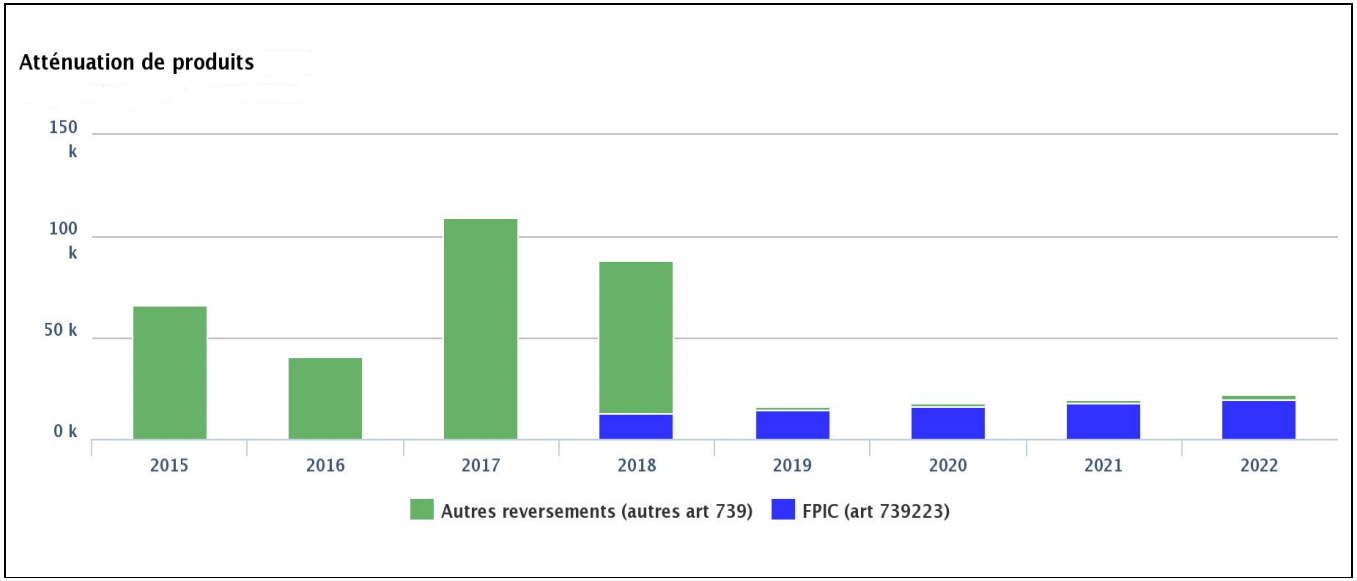
B - Les charges à caractère général

En milliers d'€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Charges à caractère général	920	955	929	989	1 010	1 024	1 038	1 052
Evolution n-1		*3.8%*	*- 2.7%*	*6.5%*	*2.1 %*	*1.4 %*	*1.4 %*	*1.4 %*

Les charges d'exploitation à caractère général correspondent à une multitude de dépenses nécessaires au bon fonctionnement du service public : carburants, combustibles, électricité, eau, gaz, fournitures diverses (voirie, scolaire…), contrats de prestations de services, baux, entretien des bâtiments, documentation, honoraires divers, annonces et insertions, transports, assurances, taxes et impôts divers…

C – L'atténuation de produits

En milliers d'€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Atténuation de produit	66	41	110	88	16	18	20	22
Evolution n-1		*- 37.9%*	*168.3%*	*-19.9%*	*-81.6%*	*11.5%*	*10%*	*9%*



Ce poste concernait principalement les **PENALITES LIEES A LA CARENCE EN LOGEMENTS SOCIAUX** conséquence de l'arrêté préfectoral établi en juillet 2014. **De 2013 à 2018, la dépense cumulée de ces pénalités s'est élevée à 367 713 €.**
Les actions menées par la Commune ont permis de sortir de « l'état de carence » rendant le droit de préemption à la commune ainsi que l'arrêt des pénalités, au moins momentanément. En effet, les dépenses telles que les subventions communales accordées en faveur de la création de logements sociaux sont déductibles des pénalités toujours calculées tant que le quota de logements sociaux exigé n'est pas atteint. Le Contrat de Mixité Sociale signé en mars 2016 fait l'objet d'un suivi attentif par les services de l'Etat et les programmes annoncés en cours de construction seront livrés dans les prochains mois.

Une nouvelle dépense est apparue depuis 2016, il s'agit du **FONDS DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC)** qui consiste à prélever une partie des ressources de certaines collectivités pour la reverser à d'autres collectivités moins favorisées. En 2018, le montant était de 12 601 €, Terre de Provence Agglo devrait finalement prendre en charge cette dépense, comme les années précédentes. Pour 2019, dans l'attente de la décision communautaire, la dépense FPIC prévue est de 14 215 €.

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

D - Les autres charges de gestion courante

- Ce poste comprend principalement les financements que la commune octroie à des organismes extérieurs. Ces derniers sont distingués selon qu'il s'agisse :
  a. De structures intercommunales dépendantes des participations obligatoires financées par plusieurs collectivités pour assurer leur mission de service public,
  b. D'organismes et d'associations subventionnés,
  c. Du solde des autres charges de gestion courante.

a. Les contingents et participations obligatoires

C'est le cas du Service Départemental Incendie et Secours (SDIS), le Syndicat Intercommunal des équipements sportifs des collèges (SIISCO).
Les autres contingents comprennent le SMED13 (Syndicat Mixte d'Energie Départemental) et le RAM Alpilles Montagnette (Relais Assistantes Maternelles). Il est à noter que le SMAVD est désormais pris en charge par la Communauté d'Agglomération Terre de Provence à partir de 2018 du fait du transfert de compétence dit « GEMAPI ».

En milliers d'€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
SDIS	159	159	159	162	163	165	167	168
Evolution n-1		-	-	*1.9%*	*0.6%*	*1.2%*	*1.2%*	*0.6%*
SIISCO	97	100	84	70	70*	70	70	70
Evolution n-1		*3 %*	*-16 %*	*-16 %*	-	-	-	-
SITS	26	27	DISSOLUTION DU SITS					
Evolution n-1		*%*						
Autres	9	9	10	5	5	5	5	5
Evolution n-1		-	*11.1%*	*-50%*	-	-	-	-
TOTAL Contingents et participations obligatoires	**292**	**296**	**254**	**236**	**238**	**240**	**242**	**243**
Evolution n-1		***1.3 %***	***-13.8%***	***-7.1 %***	***0.8%***	***0.8 %***	***0.8%***	***0.8%***

(*) Les données du SIISCO pour 2019 n'ayant pas été transmises, le montant 2018 a été reporté.

Pour rappel, entre 2016 et 2017, le recul de 296 000 € à 254 000 € des contingents et participations obligatoires est dû à la baisse prévue d'environ 5% sur le SIISCO ainsi qu'à la dissolution du SITS.

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

b. Les organismes et associations subventionnés

L'autre volet principal des charges de gestion courante est constitué des subventions versées tant au CCAS, qu'à la Crèche l'Eau Vive, à l'OGEC (Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique) et aux nombreuses associations qui animent le territoire.

En milliers d'€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CCAS	20	19	24	23	23	23	23	23
Evolution n-1		*- 5.0%*	*26.3%*	*- 4.2%*	*-*	*-*	*-*	*-*
Crèche	90	100	80	116	130	130	130	130
Evolution n-1		*11.1%*	*- 20.0%*	*45.0%*	*12%*	*-*	*-*	*-*
OGEC	90	91	92	126	126	126	126	126
Evolution n-1		*1.0%*	*1.0%*	*40%*	*-*	*-*	*-*	*-*
Associations	94	90	89	87	79	79	79	79
Evolution n-1		*- 4.0%*	*- 1.1%*	*- 2.2%*	*- 9.1%*	*-*	*-*	*-*
TOTAL Subventions versées	**295**	**301**	**285**	**351**	**357**	**357**	**357**	**357**
Evolution n-1		***2.0%***	***- 5.3%***	***23.2%***	***1.7%***	***-***	***-***	***-***

⇨ **L'ensemble de ces participations, qu'elles soient obligatoires (a) ou volontaires (b), s'est élevé à 587 590 € en 2018 ; l'estimation 2019 est établie à 595 544 €.**

c. Le solde des autres charges de gestion courante (principalement constitué du poste Indemnités aux Elus et des débours régies transports scolaires)

En milliers d'€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Autres charges de gestion courante	**112**	**110**	**113**	**115**	**116**	**117**	**118**	**119**
Evolution n-1		***- 2.1%***	***2,7%***	***1.7%***	***0.8%***	***0.8%***	***0.8%***	***0.8%***

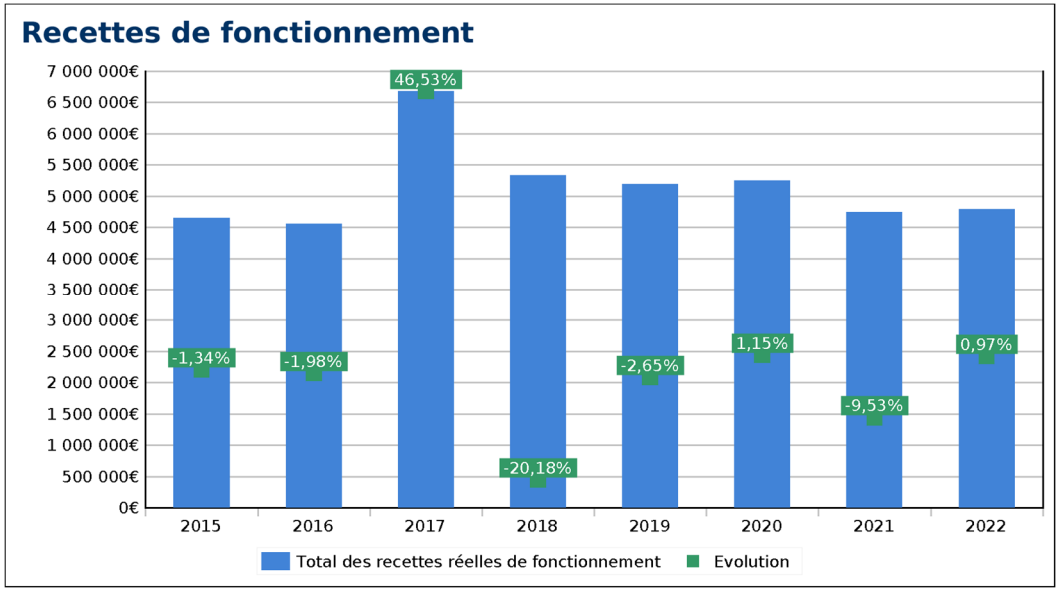
E – Les charges financières

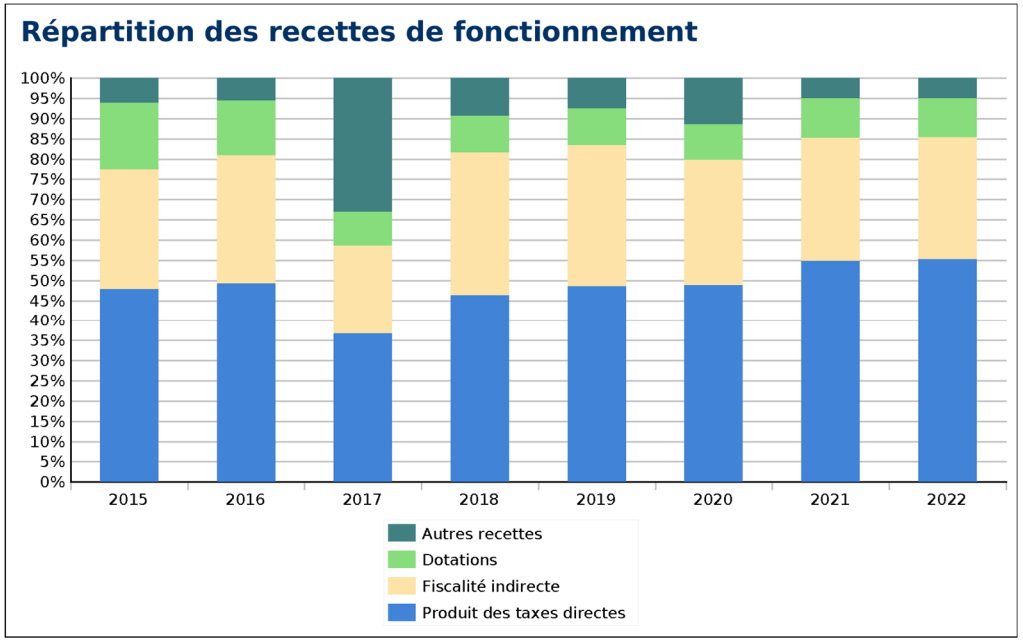
En milliers d'€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Intérêts de la dette	81	92	94	84	76	68	61	55
Evolution n-1		*13.6%*	*1.7%*	*- 9.9%*	*- 10.1%*	*- 10.3%*	*- 10.0%*	*-9.2%*
Intérêts courus non échus	- 2	7	- 3	- 1	- 2	-1	- 1	-1
Evolution n-1		*-472%*	*- 140%*	*- 58%*	*- 67%*	*- 37.4%*	*- 24.5%*	*8.6%*
Lignes de trésorerie	9	2	2	1	1	1	1	1
Evolution n-1		*- 82.0%*	*-*	*-50%*	*-*	*-*	*-*	
TOTAL Charges financières	**88**	**97**	**93**	**84**	**77**	**68**	**61**	**55**
Evolution n-1		***10.2%***	***- 4.1%***	***-9.7%***	***-8.3%***	***-11.7%***	***-10.3%***	***-9.9%***

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

II – LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

L'EVOLUTION et la REPARTITION des recettes sur la période 2015-2022, réalisée et projetée :





Le « pic » des recettes en 2017 tient principalement aux ventes immobilières réalisées et correspondant au poste « Autres recettes » dans le graphique de répartition ci-contre.

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

A - Les contributions directes

Le produit des contributions directes ressort de l'imposition de 3 taxes sur les ménages : Taxe d'Habitation, Taxe sur le Foncier Bâti et Taxe sur le Foncier Non Bâti.

Années	Base taxe d'habitation	Base taxe foncière (bâtie)	Base taxe foncière (non bâtie)
2015	5 616 058	5 256 725	297 469
2016	5 502 573	5 415 072	301 920
2017	5 654 026	5 459 613	297 089
2018	5 726 251	5 577 292	274 796
2019	5 852 229	5 699 992	274 796
2020	5 957569	5 802 592	274 796
2021	6 064 805	5 907 039	274 796
2022	6 173 971	6 013 366	274 796

Compte tenu des bases désormais connues **pour 2018** les taux de variation des bases de fiscalité directe par rapport à 2017 sont de :

+ 1.28 %, pour la base de Taxe d'Habitation
+ 2.16 % pour la base de Taxe Foncière Bâtie
- 7.5 % pour la base de Taxe Foncière Non Bâtie

Pour 2019, n'ayant pas encore reçu l'état fiscal, la projection des bases de locaux bâtis est notamment estimée selon des hypothèses désormais adossées à l'inflation anticipée, soit 2.2 % puis 1.8 % les années suivantes.

Le poids respectif des différentes composantes de bases de la fiscalité :

Il est à noter qu'en 2018 le produit attendu des contributions directes était 2 471 153 € sur la base des états fiscaux transmis fin mars 2018 ; il a été finalement de 2 533 523 €.
Le produit prévisionnel 2019 est estimé à 2 531 175 €.

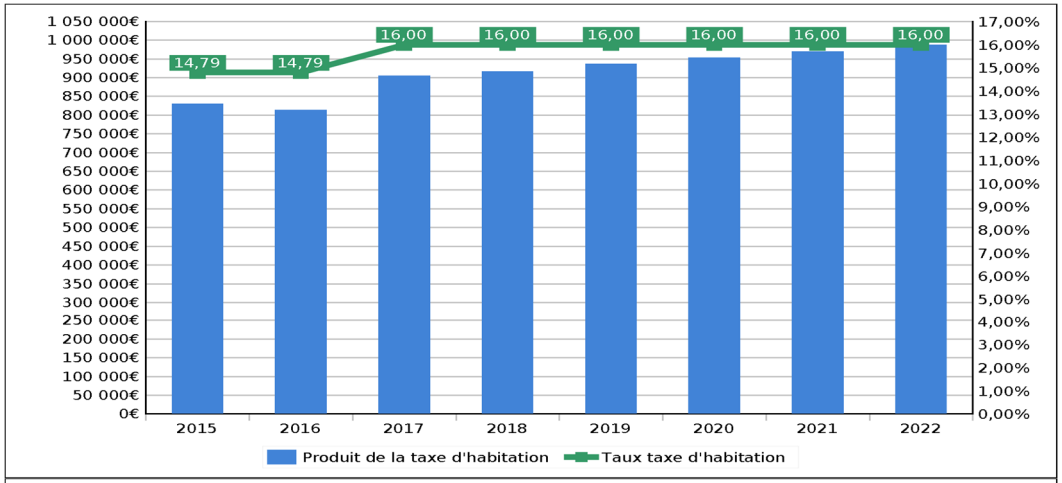
Les compensations fiscales

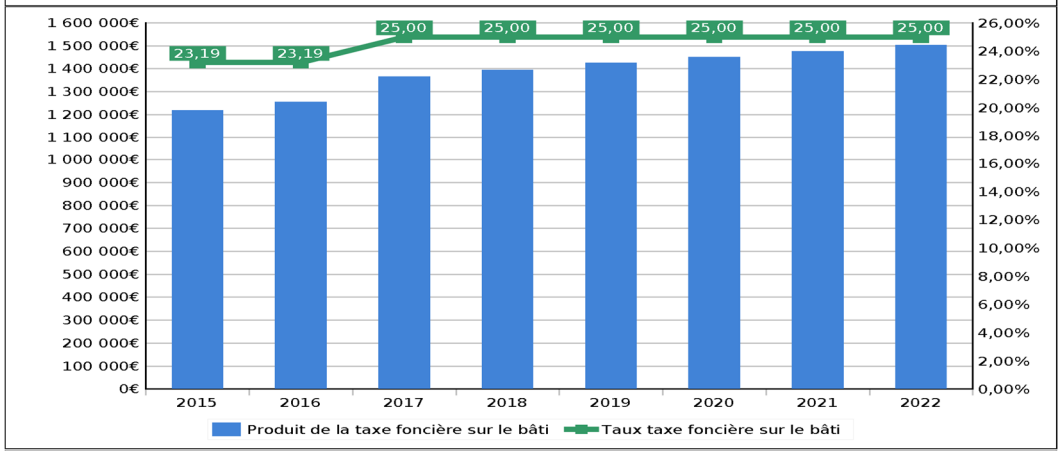
Les allocations reçues ont pour objet de compenser les pertes de produit fiscal résultant de mesures fiscales nationales :

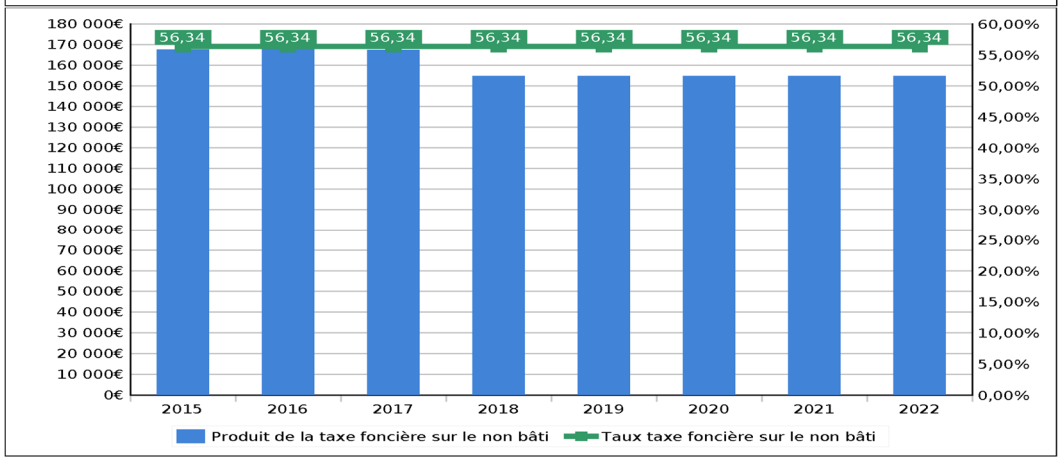
En milliers d'€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Compensations fiscales	**164**	**150**	**144**	**122**	**122**	**122**	**122**	**122**
Evolution n-1		***-8.8%%***	***- 3.8%***	***-15.28%***	**-**	**-**	**-**	**-**

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

L'EVOLUTION DU PRODUIT DE CHAQUE TAXE SUR LA PERIODE 2015 A 2022







⇨ Taxe Habitation :

Années	Base nette TH	Evol base nette TH	Produit TH	Evol produit TH	Taux TH	Evol taux TH
2015	5 616 058	3,54 %	830 615	3,54 %	14,79 %	0 %
2016	5 502 573	-2,02 %	813 831	-2,02 %	14,79 %	0 %
2017	5 654 026	2,75 %	904 644	11,16 %	16 %	8,18 %
2018	5 726 251	1,28 %	916 200	1,28 %	16 %	0 %
2019	5 852 229	2,2 %	936 357	2,2 %	16 %	0 %
2020	5 957569	1,8 %	953 211	1,8 %	16 %	0 %
2021	6 064 805	1,8 %	970 369	1,8 %	16 %	0 %
2022	6 173 971	1,8 %	987 835	1,8 %	16 %	0 %

⇨ Taxe Foncier Bâti :

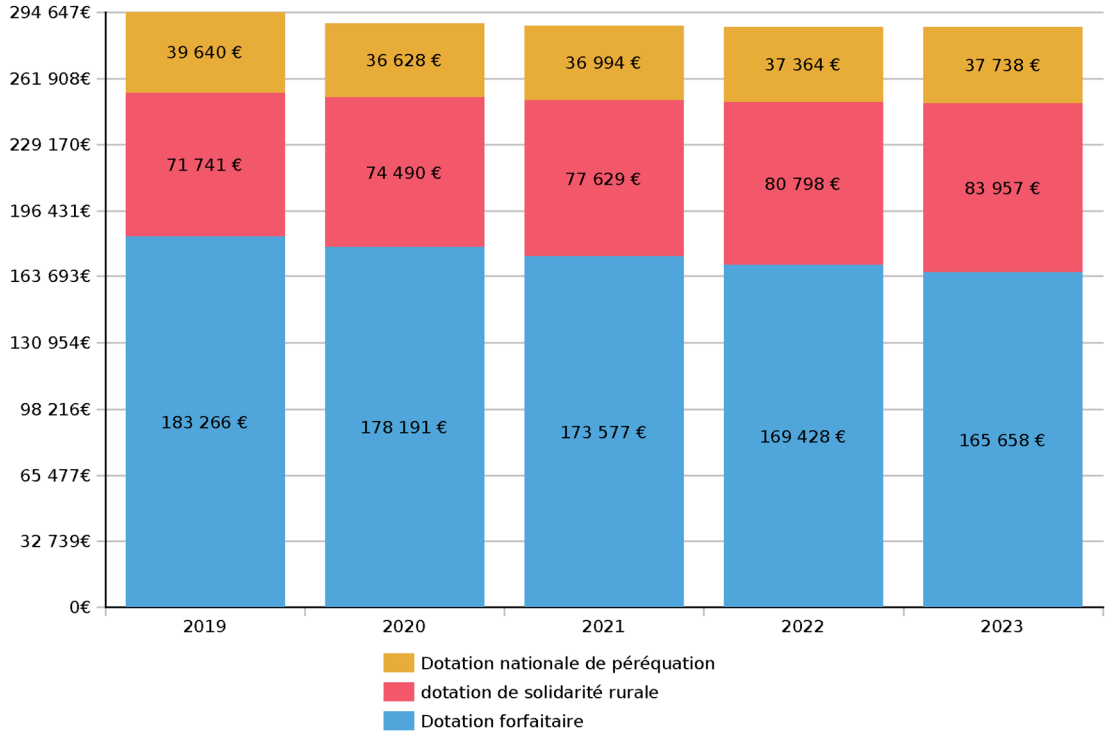
Années	Base nette TB	*Evol base TFB*	Produit TFB	*Evol produit TFB*	Taux TB	*Evol taux TB*
2015	5 256 725	3,33 %	1 219 035	3,33 %	23,19 %	0 %
2016	5 415 072	3,01 %	1 255 755	3,01 %	23,19 %	0 %
2017	5 459 613	0,82 %	1 364 903	8,69 %	25 %	7,81 %
2018	5 577 292	2,16 %	1 394 323	2,16 %	25 %	0 %
2019	5 699 992	2,2 %	1 424 998	2,2 %	25 %	0 %
2020	5 802 592	1,8 %	1 450 648	1,8 %	25 %	0 %
2021	5 907 039	1,8 %	1 476 760	1,8 %	25 %	0 %
2022	6 013 366	1,8 %	1 503 341	1,8 %	25 %	0 %

⇨ Taxe Foncier Non Bâti :

Années	Base nette TFNB	*Evol base TFNB*	Produit TFNB	*Evol produit TFNB*	Taux TFNB	*Evol taux TNB*
2015	297 469	0,37 %	167 594	0,37 %	56,34 %	0 %
2016	301 920	1,5 %	170 102	1,5 %	56,34 %	0 %
2017	297 089	-1,6 %	167 380	-1,6 %	56,34 %	0 %
2018	274 796	-7,5 %	154 820	0 %	56,34 %	0 %
2019	274 796	0 %	154 820	0 %	56,34 %	0 %
2020	274 796	0 %	154 820	0 %	56,34 %	0 %
2021	274 796	0 %	154 820	0 %	56,34 %	0 %
2022	274 796	0 %	154 820	0 %	56,34 %	0 %

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

B – Les Dotations de l'Etat



En l'absence de notification des dotations pour 2019, les chiffres présentés sont des estimations. Conformément aux annonces et à la Loi de Finances 2019, la baisse massive des dotations de l'Etat n'impacte pas toutes les collectivités. La « pression s'installe sur 322 collectivités les plus importantes gérant plus de 60 millions de budget ». Les contraintes d'évolution des dépenses de fonctionnement et de maîtrise de la dette leur sont signifiées sous peine de pénalités.

- La Dotation Forfaitaire (DF)

La DF est la principale dotation de l'Etat aux communes.
La DF est écrêtée dès lors que le potentiel fiscal de la commune est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen. La baisse continue projetée de la DF constitue la contribution au redressement des finances publiques et correspond à cet écrêtement.

- La Dotation de Solidarité Rurale (DSR)

La DSR constitue l'une des trois dotations de péréquation. Elle est spécifiquement destinée à aider les communes de moins de 10 000 habitants. Elle est composée de 3 parts : une fraction bourg-centre, une fraction péréquation et une fraction cible.
La Commune de Cabannes est éligible à la seule fraction de péréquation. Cette dernière est attribuée aux communes de moins de 10 000 habitants dont le PFI par habitant est inférieur au double du PFI moyen des communes de même strate démographique.
Le calcul de la dotation est aussi fonction de la superficie, de la longueur de voirie communale et de la population de 3 à 16 ans. La dotation évolue dans une fourchette de -10/+20% par rapport à l'année précédente.

- La Dotation Nationale de Péréquation (DNP)

La DNP a pour principal but de corriger les inégalités de richesse fiscale entre les Communes.
Elle est attribuée aux communes dont le PFI par habitant est inférieur à 105% du PFI moyen, et dont l'effort fiscal est supérieur à l'effort fiscal moyen de la strate démographique de référence. Le montant de la dotation est ensuite réparti en fonction de la population DGF et du potentiel financier, ce montant évolue dans une fourchette de -10/+20% par rapport à l'année précédente.

En milliers d'€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
DF, DSR et DNP	447	353	310	300	295	289	288	288
Evolution n-1 en %		*- 21.0%*	*- 12.2%*	*- 2.2%*	*- 1.7%*	*- 2%*	*- 0.3%*	*-*

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

C – La fiscalité indirecte

La fiscalité indirecte est principalement composée de l'Attribution de Compensation versée par Terre de Provence Agglomération. Son montant a baissé du fait du transfert de compétence GEMAPI et du financement de l'agent de l'ex SITS. Le prochain transfert sera la compétence assainissement pluvial dont on ne connait pas encore l'impact financier. L'autre composante majeure importante revient à la Taxe Additionnelle aux droits de mutation qui dépend de la dynamique des transactions immobilières sur le département.

En milliers d'€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Attribution de compensation	1 015	1 015	1 015	994	1 000	1 000	1 000	1 000
Evolution n-1		-	-	*-2%*	*0.64%*	-	-	-
Taxes utilisation services publics domaine	5	4	4	3	3	3	3	3
Evolution n-1		*-4.7%*	-	*-29%*	-	-	-	
Taxe sur les pylônes	70	72	74	76	77	78	80	82
Evolution n-1		*2.4%*	*2.5%*	*2.1%*	*2%*	*2%*	*2%*	*2%*
Taxe sur l'électricité	88	97	105	106	107	108	109	110
Evolution n-1		*- 0.5%*	*10.5%*	*1%*	*1.0%*	*1.0%*	*1.0%*	*1%*
Taxe additionnelle aux droits de mutation	201	256	276	329	250	250	250	250
Evolution n-1		*27.5%*	*7.7%*	*19.4%*	*- 24%*	-	-	
Autres taxes	1	1	1	5	1	1	1	1
Evolution n-1		-	-	*574%*	*-80%*	-	-	
TOTAL Fiscalité indirecte	**1 379**	**1 445**	**1 473**	**1 513**	**1 438**	**1 440**	**1 443**	**1 446**
Evolution n-1		***4.8%***	***1.9%***	***- 3.2%***	***0.2%***	***0.2%***	***0.2%***	***0.2%***

D - Les Autres recettes

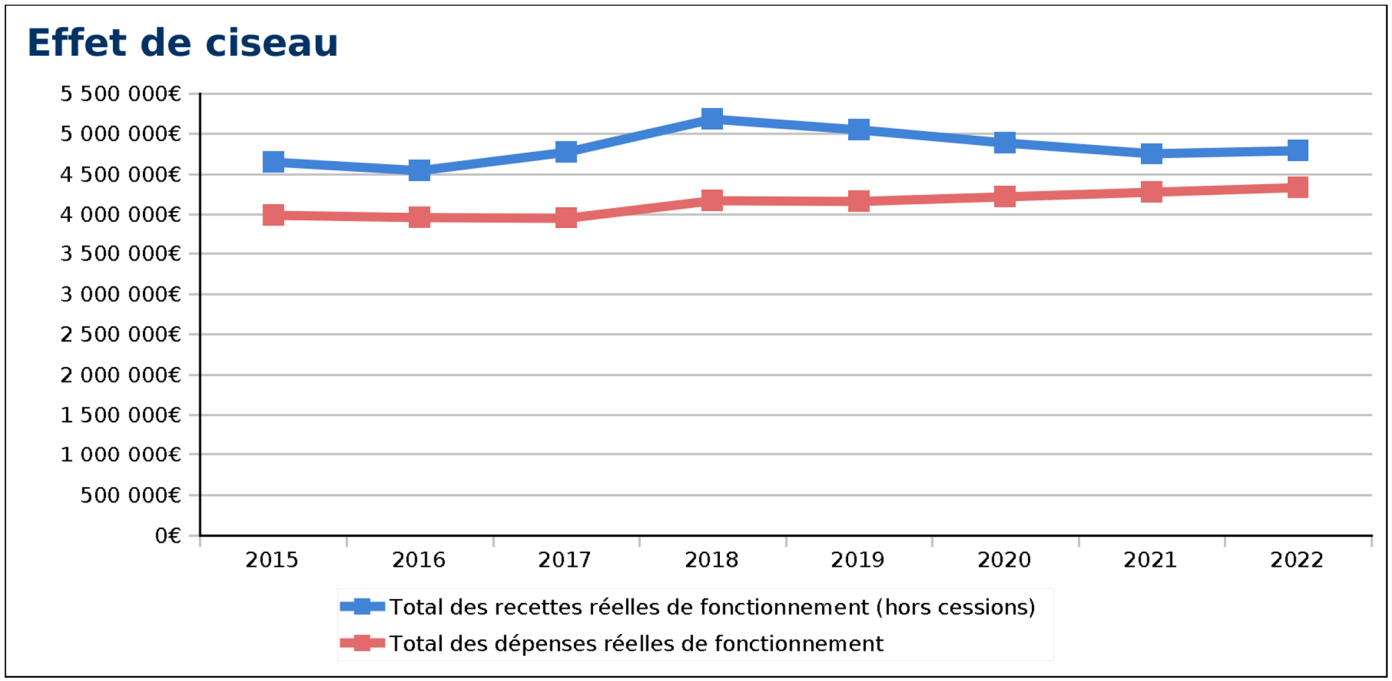
En milliers d'€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Atténuation de charges (Remboursement maladie)	62	17	20	38	20	20	20	20
Evolution n-1		*- 71.8%*	*17.6%*	*90%*	*- 48%*	-	-	
Produits des services (cantine, ALSH, …)	141	158	141	166	167	167	167	167
Evolution n-1		*12.2%*	*- 10.7%*	*17%*	*0,9%*	-	-	
Participations (CAF, Fonds d'amorçage, Contrats aidés, …)	154	114	101	59	53	56	56	56
Evolution n-1		*- 26%*	*- 11.6%*	*- 41.5%*	*- 10%*	*5.7%*		
Autres produits de gestion courante	29	29	32	36	35	35	35	35
Evolution n-1		-	*8.4%*	*12%*	*- 2.2%*		-	
Produit des cessions d'immobilisations		13	1 906	150	139	359		
Evolution n-1		-	*14 825%*	*- 92.1%*	*-7.2%*	*157.9%*	-	
Produits exceptionnels	32	23	87	42	15			
Evolution n-1		*- 29.4%*	*281.4%*	*- 51.8%*	*- 64.7%*	-	-	
TOTAL Autres recettes	**418**	**354**	**2 287**	**491**	**430**	**637**	**278**	**278**
Evolution n-1		***- 15.3%***	***546.0%***	***- 78.5%***	***- 12.4%***	***48.1%***	***- 56.4%***	

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

Ci-dessous, le détail du produit de cessions des immobilisations :

En milliers d'€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Mas de la Poule			418					
GOLDEN				150				
Rue des Prés			280					
Ancienne Mairie, Poste, …			865					
Terrains communaux Mas de la Poule					139	139		
Route de Noves ex Services Techniques			340					
LTB Motor						220		
Autres cessions		13	3					
TOTAL Produit des cessions d'immobilisations		**13**	**1 906**	**150**	**139**	**359**		

III – MESURE DE L'EFFET CISEAU



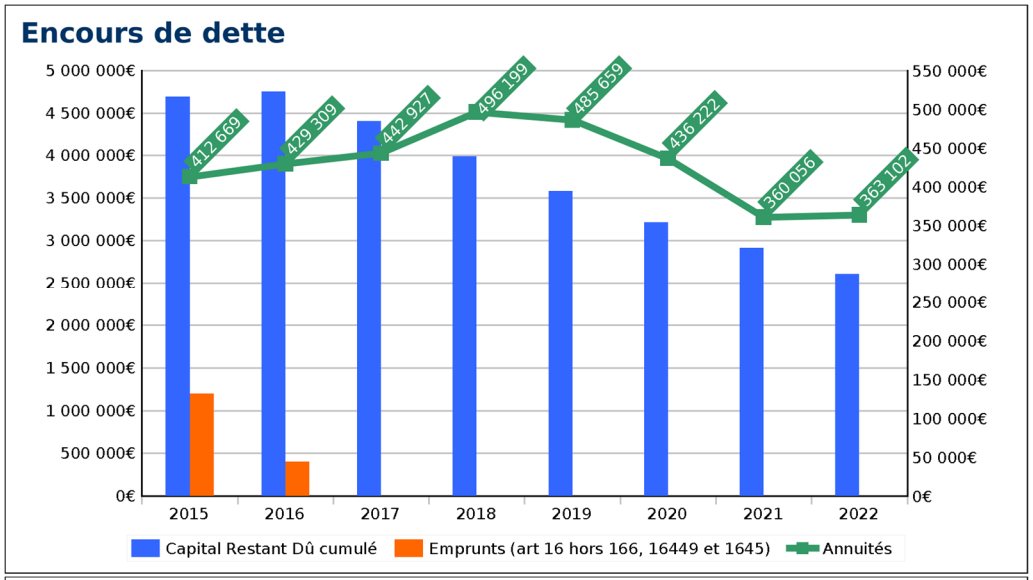
Au regard de l'historique réalisé et des prévisions établies, l'écart entre le taux de croissance respectif des dépenses et des recettes de fonctionnement est représenté par 'l'effet de ciseau'. Afin d'assurer une gestion pérenne de la collectivité, il est impératif que les courbes ne se croisent pas. Ce graphique met en évidence la dynamique des recettes par rapport à celle des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles sont comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. L'écart observé entre 2017 et 2020 tient aux réalisations et aux projets de cessions foncières.

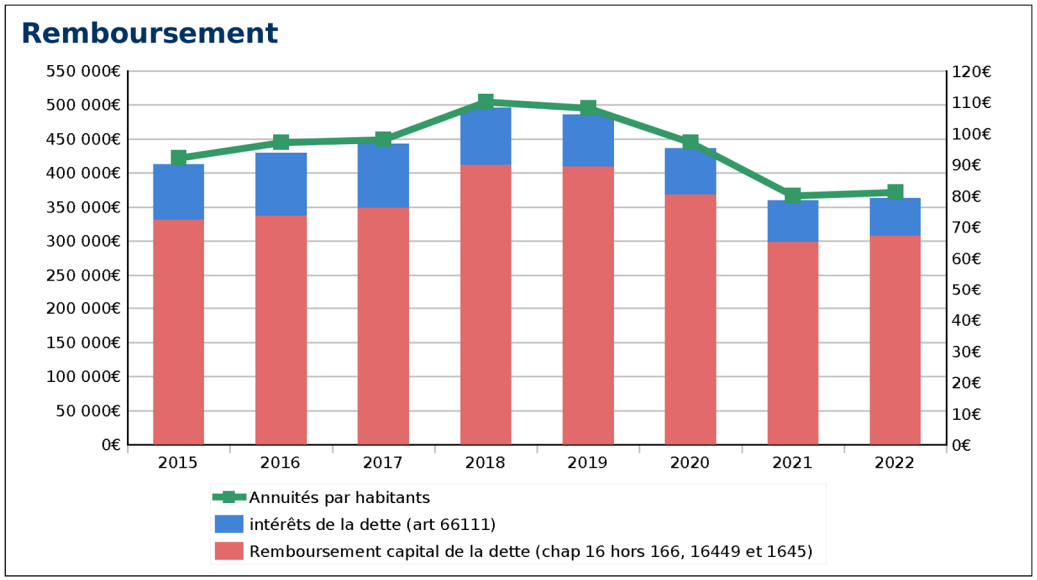
Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet de se désendetter et de financer les dépenses d'équipement.

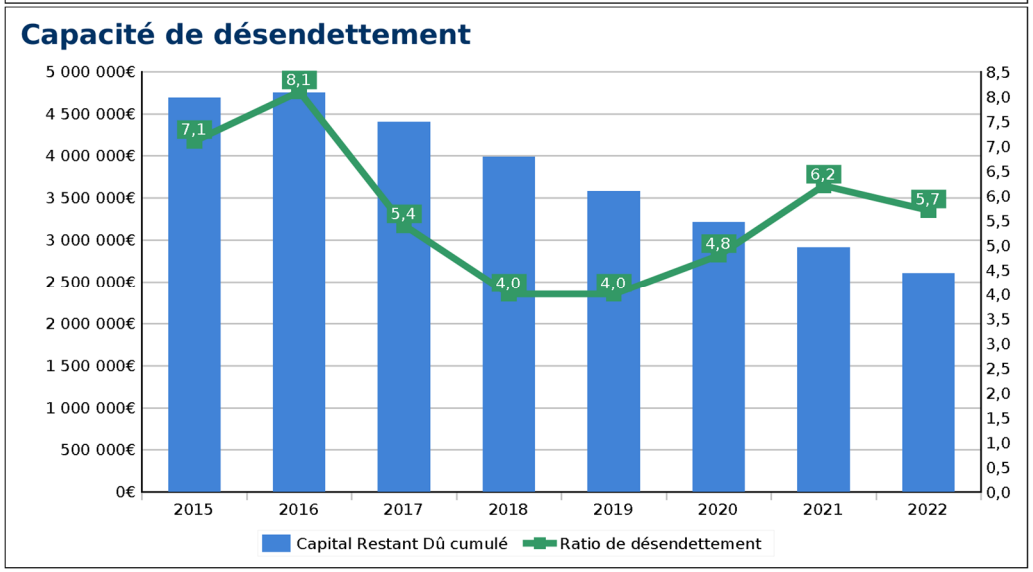
Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

IV – LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

En EURO	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Endettement / habitant au 31/12	1048	1069	979	887	796	714	648	580
Evolution n-1 en %		*2.0%*	*- 8.4%*	*- 9.4%*	*- 10.3%*	*- 10.3%*	*- 9.2%*	*-10.5%*







⇨ **La Capacité de désendettement**

Elle détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle.

Elle indique le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette, en supposant qu'elle y consacre toutes ses ressources disponibles.

On définit ainsi habituellement différents paliers dans l'évolution du ratio de désendettement pour les collectivités :

- Moins de 8 ans Zone verte
- 8-11 Zone médiane
- 11-15 Zone orange
- + de 15 Zone rouge.

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

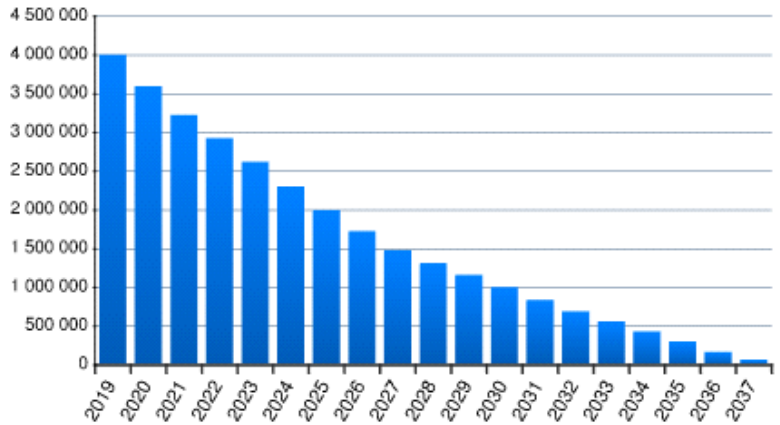
Les éléments d'analyse sur la structure de la dette

Eléments de synthèse	Au 31/12/2018
La dette globale est de :	3 992 006
Sa durée résiduelle moyenne est de :	13 ans 2 mois
Sa durée de vie moyenne est de :	7 ans 2 mois

Type de dette	Capital Restant Dû Au 29/01/2019	Taux moyen
Fixe	1 721 198.11 €	3.48 %
Variable	1 293 997.28 €	0,07 %
Livret A	950 000.00 €	1,76 %
Ensemble	**3 965 195.39 €**	**1.95 %**

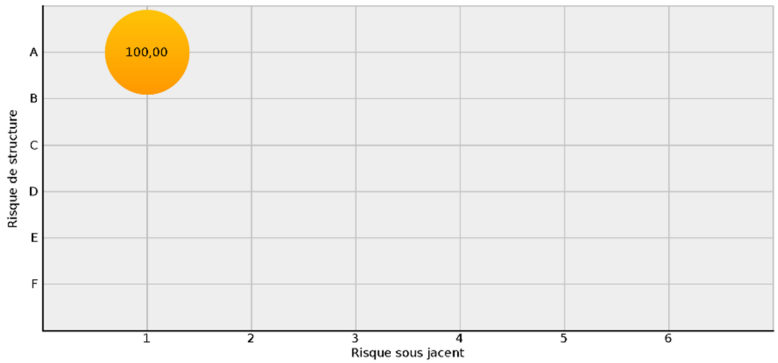
La courbe d'extinction de la dette au travers de l'évolution du **C**apital **R**estant **D**û (CRD), ce dernier représente le capital restant à rembourser à ce jour issu de tous les emprunts contractés par la collectivité :

Evolution du CRD



Dette selon la charte de bonne conduite

Risque faible



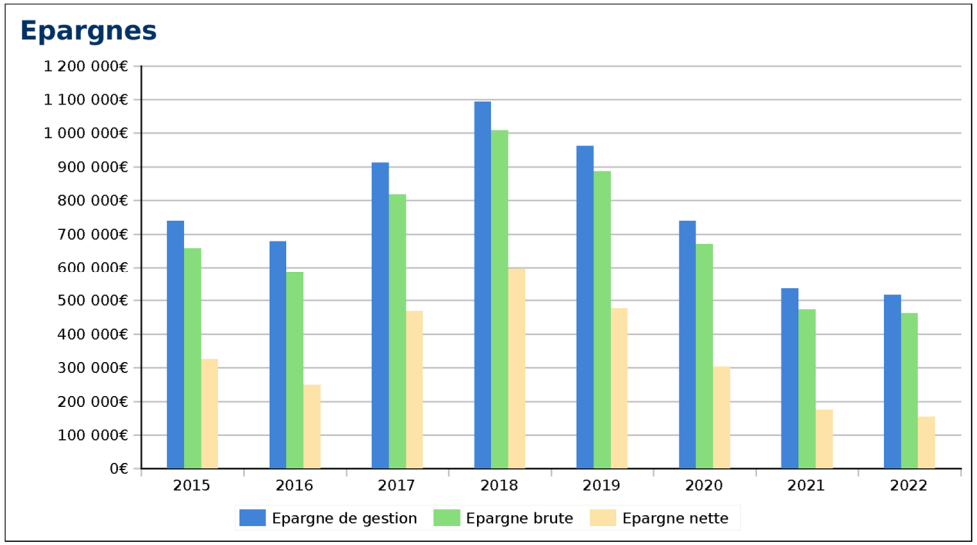
Risque élevé

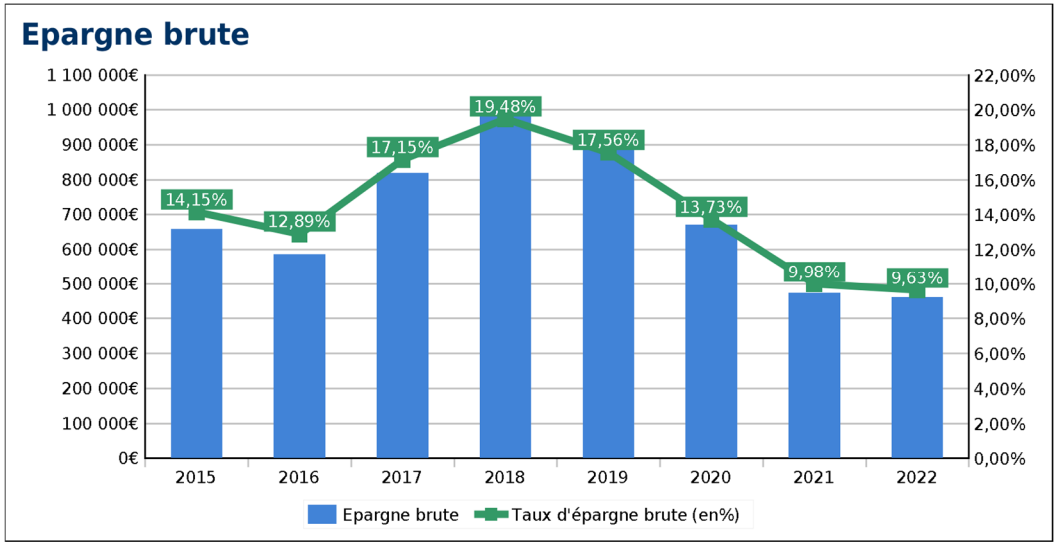
⇨ **La commune ne détient pas d'emprunt dit « toxique »**

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

V – L'EPARGNE DE LA COLLECTIVITE

Il est nécessaire de considérer plusieurs niveaux d'épargne qui sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité et témoignent de sa capacité à respecter les grands équilibres financiers fondamentaux.





Pour le calcul des épargnes, il n'est pas tenu compte du produit des cessions d'immobilisation du fait de leur caractère exceptionnelle ; il est à noter que la Dotation de Solidarité Communautaire est prise en compte dans le calcul alors que sa pérennité n'est pas acquise, aucun montant n'est d'ailleurs prévu dès 2021.

L'épargne de gestion représente l'évolution de la structure de fonctionnement.

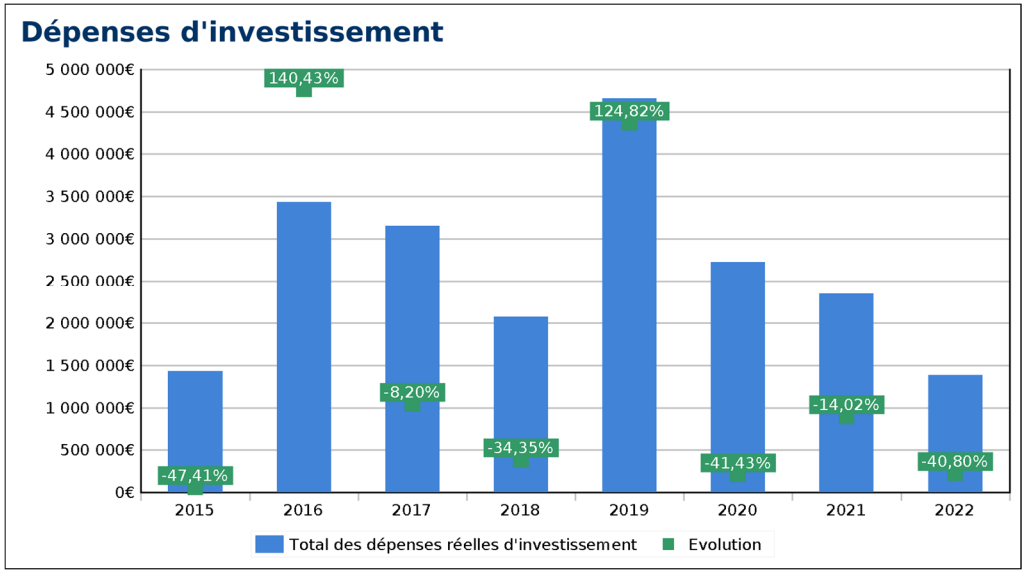
L'épargne brute correspond à l'épargne de gestion diminuée des intérêts de la dette. Plus le montant de l'épargne brute progresse plus la collectivité est en capacité de financer ses investissements sans recourir à l'emprunt.

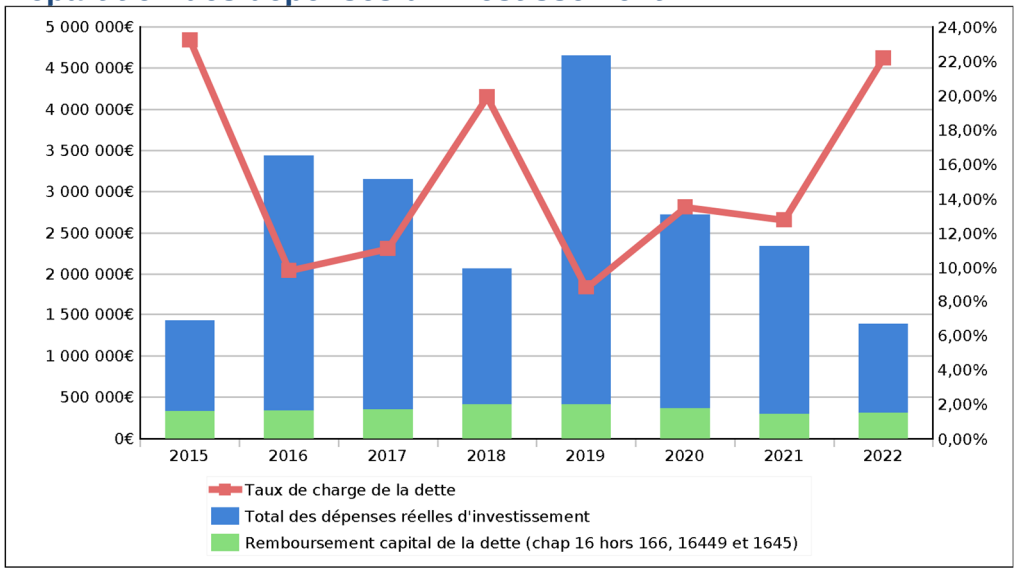
L'épargne nette correspond à l'épargne brute diminuée du remboursement du capital de la dette.

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

VI - LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

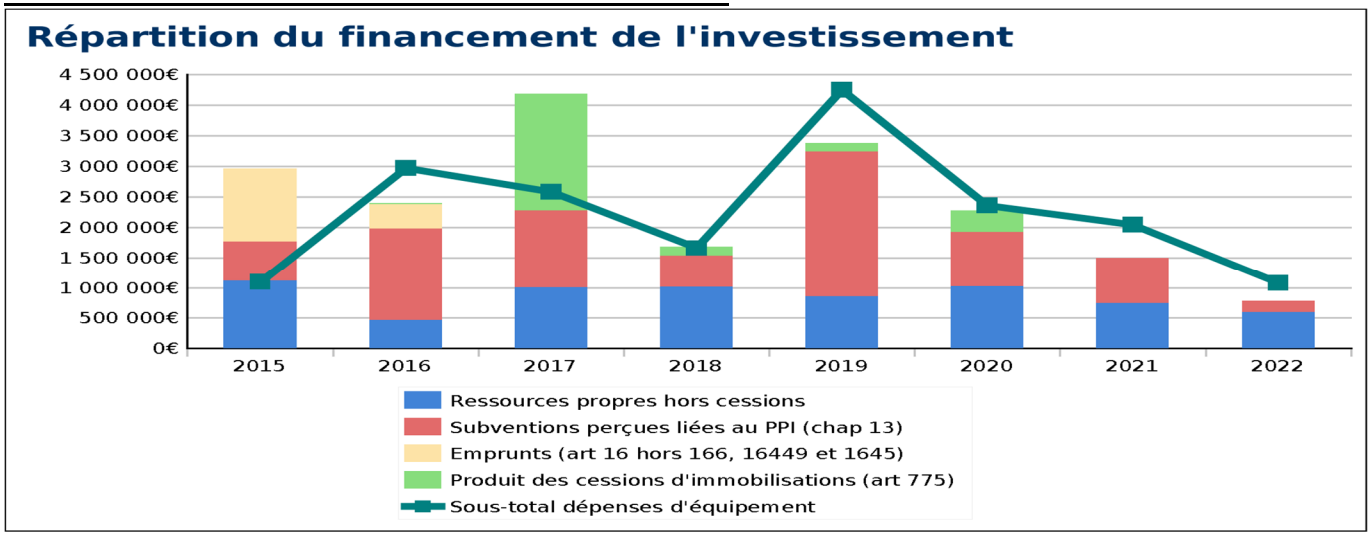
L'EVOLUTION et la REPARTITION des dépenses sur la période 2015-2022, réalisée et projetée :





Le taux de charges de la dette s'envole dès 2021 au regard du Plan Pluriannuel d'Investissement qui n'est pas élaboré à cette date. Cette donnée est donc à prendre avec précaution.

VII - LES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT



Dès 2019, les investissements sont financés principalement par les subventions et les produits de cessions réalisés en 2017.

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

VIII – LE PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Opérations en milliers d'€ TTC	Total	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
ACCESSIBILITE									
Dépenses	**182**					**182**			
Etat (DETR)	37					37			
Conseil Départemental	58					58			
FCTVA	30						30		
Total recettes	**125**					**95**	**30**		
ACQUISITIONS FONCIERES (ST, Caisse, Epargne, …)									
Dépenses	**820**					**820**			
Conseil Départemental	247					247			
Total recettes	**247**					**247**			
TRAVAUX CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL									
Dépenses	**466**					**466**			
Conseil Départemental	194					194			
FCTVA	76								
Total recettes	**271**					**194**	**76**		
AMENAGEMENT URBAIN ET VOIRIES									
Dépenses	**854**				**499**	**355**			
Conseil Départemental	474					474			
FCTVA	140					82	58		
Total recettes	**614**					**556**	**58**		
BUSAGE & BASSIN D'ORAGE									
Dépenses	**2 259**	**356**	**1355**	**4**	**28**	**19**			
Conseil Départemental	1127	403	573						
Agence de l'eau	405	102	166			118			
Terre de Provence	92		74			18			
FCTVA	367	78	58	222	1	5	3		
Total recettes	**1992**	**584**	**872**	**222**	**1**	**141**	**3**		
CHAPELLE SAINT MICHEL									
Dépenses	**197**			**15**	**40**	**141**			
Conseil Départemental	86				19	67			
Conseil Régional	27					27			
FCTVA	32				2	7	23		
Total recettes	**145**				**21**	**101**	**23**		

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

Opérations en milliers d'€ TTC	Total	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
EGLISE & SACHRISTIE									
Dépenses	**102**					**102**			
Conseil Départemental	59					59			
FCTVA	17						17		
Total recettes	**76**					**59**	**17**		
CRECHE									
Dépenses	**216**		**1**	**102**	**113**				
CAF	111				78	33			
Conseil Départemental	26					26			
FCTVA	35				17	18			
Total recettes	**172**				**94**	**78**			
CSC Performances énergétiques									
Dépenses	**348**		**18**		**14**	**316**			
Etat (DSIL)	128					128			
Conseil Départemental	59					59			
FCTVA	57			3		2	52		
Total recettes	**245**					**190**	**52**		
ECLAIRAGE PUBLIC									
Dépenses	**317**			**11**	**102**	**102**	**102**		
Conseil Départemental	188					129	59		
FCTVA	52				2	17	17	17	
Total recettes	**240**				**2**	**145**	**76**	**17**	
ECOLE PRIMAIRE CHAUFFAGE									
Dépenses	**173**			**3**	**170**				
Conseil Départemental	72					72			
Etat (DETR)	30					30			
FCTVA	28					28			
Total recettes	**130**					**130**			
PLACE MAIRIE									
Dépenses	**3 545**					**960**	**1 385**	**1 200**	
Conseil Départemental	1 477					400	577	500	
FCTVA	581						157	227	197
Total recettes	**2 058**					**400**	**734**	**727**	**197**
ESPACE INTERGENERATIONNEL LA DURANCE									
Dépenses	**3 509**	**26**	**1 603**	**413**					
Conseil Départemental	2 005	17	490	1 118	270				
Terre de Provence	183		73	73	37				
Autres	51			23	27				
FCTVA	574	43	4	195	263	68			
Total recettes	**2 813**	**61**	**567**	**1 410**	**597**	**68**			

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

Opérations en milliers d'€ TTC	Total	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
LES MARMOUSSETS									
Dépenses	660					330	330		
Conseil Départemental	275					137	137		
FCTVA	108						54	54	
Total recettes	383					137	191	54	
CAFE DU MIDI & MAISON DU BEL AGE									
Dépenses	142				6	136			
Conseil Départemental	72					72			
FCTVA	23					1	22		
Total recettes	95					73	22		
VIDEOPROTECTION									
Dépenses	172				3	169			
Conseil Départemental	38					38			
Conseil Régional	29					29			
Etat (DETR)	27					27			
FCTVA	28					1	27		
Total recettes	122					94	27		
FACADES									
Dépenses	55			9	1	15	15	15	
SMED13									
Dépenses	168					42	126		
Subventions d'équipement versées									
Dépenses	627		3	606	18				
AUTRES PROGRAMMES & DEMANDE DES SERVICES									
Dépenses	2 763			112	251	420	400	500	1 080
Conseil Départemental	554			16	89	33	119	119	178
FCTVA	453				18	41	69	66	82
Total recettes	1 007			16	107	74	188	185	261
Total dépenses programme	16 801	382	2 568	2 465	1 658	4 245	2 358	2 045	1 080
Total recettes programme	10 278	644	1 439	1 651	823	2 644	1 445	1 120	511
COUT ANNUEL	6 524	- 262	1 129	814	836	1 601	912	925	568

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le 08/02/2019
ID : 013-211300181-20190205-D032019-DE

IX – LES RESULTATS GLOBAUX PASSES ET A VENIR

Afin de resituer l'ensemble des actions passées et surtout des hypothèses projetées dès 2019, il convient d'en vérifier l'impact sur les résultats globaux et de s'assurer que le besoin de financement des investissements du Plan Pluriannuel ne génère ni de déficit global ni de recours à l'emprunt.
Par manque d'information à retranscrire et dans le souci d'élaborer des hypothèses de façon prudente, il n'a pas été tenu compte de l'évolution des bases fiscales au-delà de la seule inflation en perspective alors que l'approbation du Plan Local d'Urbanisme en 2017 a ouvert des espaces à l'urbanisation. Ce qui concourt également à générer des produits de la Taxe d'Aménagement abondant ainsi les ressources propres de la collectivité.

En milliers d'€ TTC

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
FCTVA (art 10222)	337	139	486	327	269	552	364	333
Emprunts	1 200	400	0	0	0	0	0	0
Autres recettes	1 098	1 592	1 317	611	2 491	1 062	959	291
Total des recettes réelles d'investissement	**2 635**	**2 131**	**1 803**	**938**	**2 760**	**1 615**	**1 323**	**624**
Sous-total dépenses d'équipement	1 096	2 968	2 578	1 659	4 245	2 358	2 045	1 080
Autres investissements hors PPI	2	130	147	0	0	0	0	0
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 16...	331	337	349	412	410	368	299	307
Autres dépenses d'investissement	0	0	80	0	0	0	0	0
Capacité d'investissement résiduelle	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des dépenses réelles d'investissement	**1 429**	**3 436**	**3 154**	**2 070**	**4 654**	**2 726**	**2 344**	**1 387**
Fonds de roulement en début d'exercice	-661	1 203	497	1 878	1 905	1 033	952	405
Résultat de l'exercice	1 864	-706	1 374	26	-871	-81	-547	-302
Fonds de roulement en fin d'exercice	1 203	497	1 878	1 905	1 033	952	405	103
Capital Restant Dû cumulé au 01/01	3 822	4 690	4 753	4 404	3 992	3 582	3 214	2 915
Capital Restant Dû cumulé au 31/12	4 690	4 753	4 404	3 992	3 582	3 214	2 915	2 608